

De nombreux Tunisiens ont un accès inadéquat aux soins médicaux et à l'eau

Dépêche No. 393 d'Afrobarometer | Aida Elbeji et Imen Mezlini

Résumé

En dépit de ses progrès en matière de démocratie, la Tunisie fait toujours face à une situation économique difficile et des taux élevés de chômage et d'inégalités (Diwan, 2019). Le pays, surtout ses régions intérieures, est également en proie au manque de fiabilité des services publics comme les soins médicaux et l'approvisionnement en eau – des difficultés particulièrement pertinentes face à la pandémie de la COVID-19.

Les institutions sanitaires tunisiennes du service public sont confrontées à de sérieuses difficultés, notamment un grand endettement, un nombre insuffisant de lits pour répondre à la demande, des équipements inadéquats, et un déficit de 14.000 agents médicaux qualifiés (News24, 2017).

En outre, les pénuries d'eau ont suscité des alarmes avertissant d'une « révolte de soif », l'approvisionnement en eau des habitants à l'intérieur du pays subissant de longues coupures, les réservoirs s'asséchant, et les agriculteurs subissant des pertes considérables (National, 2016). Ces difficultés s'ajoutent aux tensions sociales dans un pays toujours en proie à l'instabilité depuis la révolution de 2011.

Les résultats de l'enquête la plus récente d'Afrobarometer révèlent que nombre de Tunisiens souffrent d'un accès inadéquat aux soins médicaux et à l'eau, et que la performance gouvernementale pour ce qui est de la fourniture de ces deux services essentiels lui attire des évaluations peu reluisantes. L'enquête révèle également des disparités importantes entre les zones rurales et urbaines en ce qui concerne l'accès à l'eau et aux soins médicaux.

L'enquête d'Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatifs à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2021 sont prévues pour au moins 35 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Tunisie, conduite par One to One for Research and Polling, s'est entretenue avec 1.200 adultes tunisiens en février-mars 2020. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées en Tunisie en 2013, 2015, et 2018.

Résultats clés

- Presque tous les Tunisiens (96%) vivent dans des zones desservies par un système d'adduction d'eau, mais seule une petite majorité (55%) vivent à distance de marche d'un centre de santé.

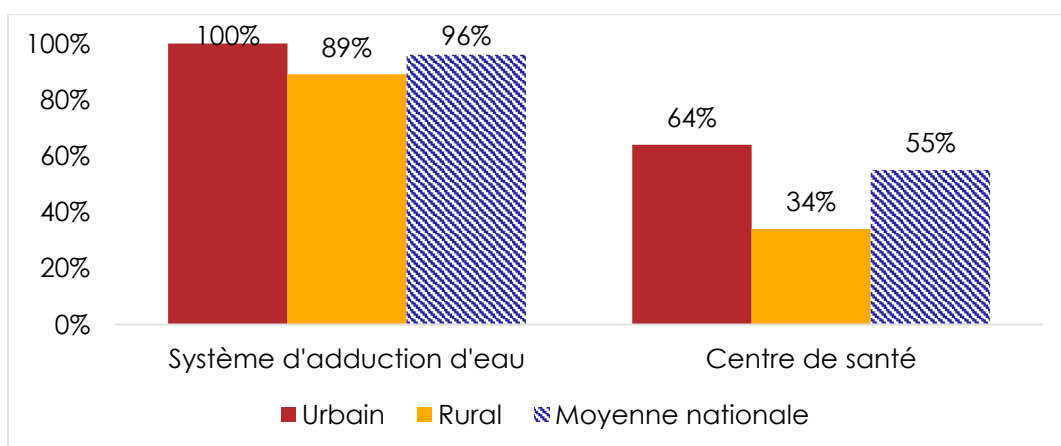
- Environ quatre sur 10 Tunisiens affirment avoir manqué de soins médicaux (43%) ou d'eau potable (40%) au moins une fois au cours des 12 derniers mois, dont environ trois sur 10 (33% et 29%, respectivement) qui ont vécu cette situation « quelques fois », « plusieurs fois », ou « toujours ».
- Plus de la moitié (53%) des Tunisiens qui ont eu à faire à des institutions sanitaires du service public au cours des 12 derniers mois affirment qu'il leur avait été « difficile » ou « très difficile » d'obtenir les soins médicaux nécessaires.
 - Un sur six (17%) affirment avoir dû verser des pots-de-vin pour obtenir des soins.
- La majorité (58%) des Tunisiens affirment que le gouvernement les traite injustement en fonction de leur statut économique, dont quatre sur 10 (39%) qui disent que cela se passe « souvent » ou « toujours ».
- Seulement un tiers (35%) des Tunisiens affirment que le gouvernement répond « plutôt bien » ou « très bien » au besoin de fourniture de services d'eau et d'assainissement. Moins de trois personnes sur 10 (27%) apprécient positivement la performance gouvernementale pour ce qui est de l'amélioration des services médicaux de base.

Accès à l'eau et aux services médicaux

Afrobarometer collecte des données sur la présence d'infrastructures de base dans les zones de dénombrement visitées par les agents enquêteurs. Sur la base des observations des agents de terrain, une majorité écrasante (96%) des Tunisiens vivent dans des zones desservies par un système d'adduction d'eau. Cependant, seule une petite majorité (55%) vivent à distance de marche d'un centre de santé (Figure 1).

Les résidents ruraux sont moins susceptibles que leurs compatriotes citadins d'avoir accès à cette infrastructure. L'écart est particulièrement important (30 points de pourcentage) pour ce qui concerne la disponibilité des structures de santé.

Figure 1: Présence de systèmes d'adduction d'eau et de centres de santé | par lieu de résidence rural-urbain | Tunisie | 2020



Question posée aux agents enquêteurs:

Les services suivants sont-ils disponibles dans l'unité d'échantillonnage ou la zone de dénombrement: Système d'adduction d'eau accessible à la plupart des maisons?

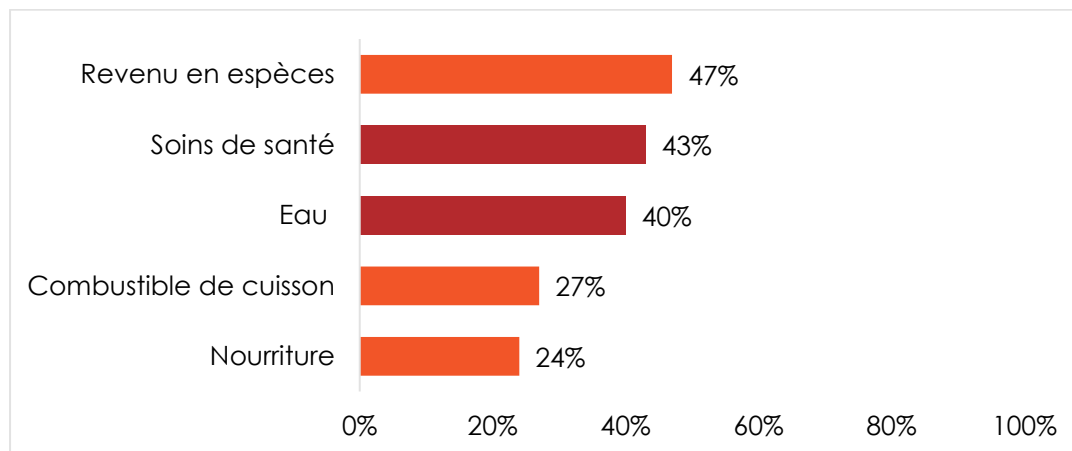
Les services suivants sont-ils disponibles dans l'unité d'échantillonnage ou la zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci: Centre de santé (privé, public, ou les deux)?

(% « oui »)

Afin d'évaluer l'accès des citoyens aux besoins primaires, Afrobarometer demande aux répondants combien de fois, au cours des 12 derniers mois, eux-mêmes ou leur famille ont manqué de nourriture et d'eau potable, de soins médicaux, de combustible de cuisine, et de revenus en espèces. Environ quatre Tunisiens sur 10 affirment avoir manqué de soins médicaux (43%) et d'assez d'eau potable (40%) au moins une fois au cours des 12 derniers mois, dont environ trois sur 10 (33% et 29% respectivement) qui ont souffert « quelques fois », « plusieurs fois », ou « toujours » de ces formes de « pauvreté vécue » (Figure 2).

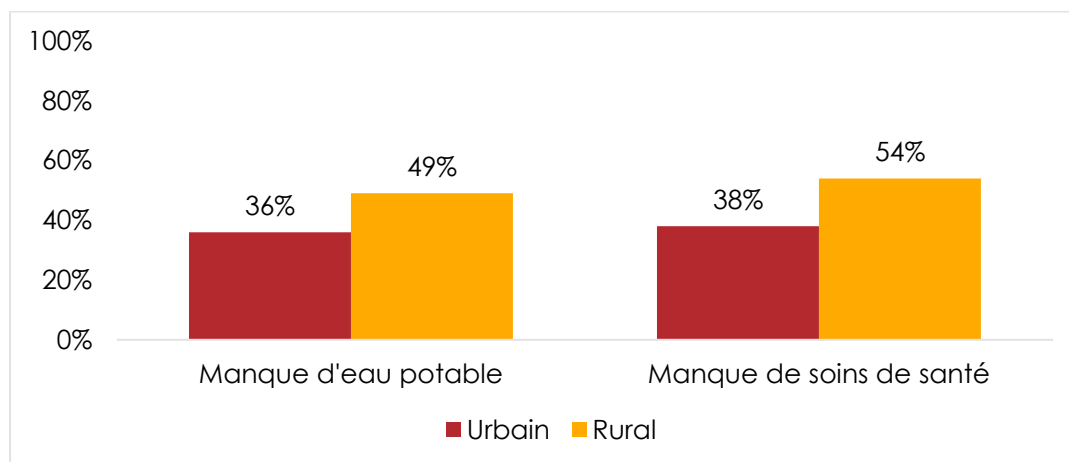
Les résidents ruraux sont plus susceptibles que leurs compatriotes citadins de souffrir du manque d'eau potable (49% contre 36%) et de soins médicaux (54% contre 38%) (Figure 3).

Figure 2: Défaut des nécessités de base durant l'année écoulée | Tunisie | 2020



Question posée aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, combien de fois le cas échéant est-ce que vous ou un membre de votre famille avez-dû faire face aux situations suivantes: Nourriture insuffisante pour manger à sa faim? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques? Manque de médicaments ou de soins médicaux? Manque de combustible pour la cuisson des repas? Manque d'un revenu en espèces? (% qui répondent « juste une ou deux fois, » « quelques fois, » « plusieurs fois, » ou « toujours »)

Figure 3: Insuffisance de l'eau potable et des soins médicaux | par lieu de résidence rural-urbain | Tunisie | 2020

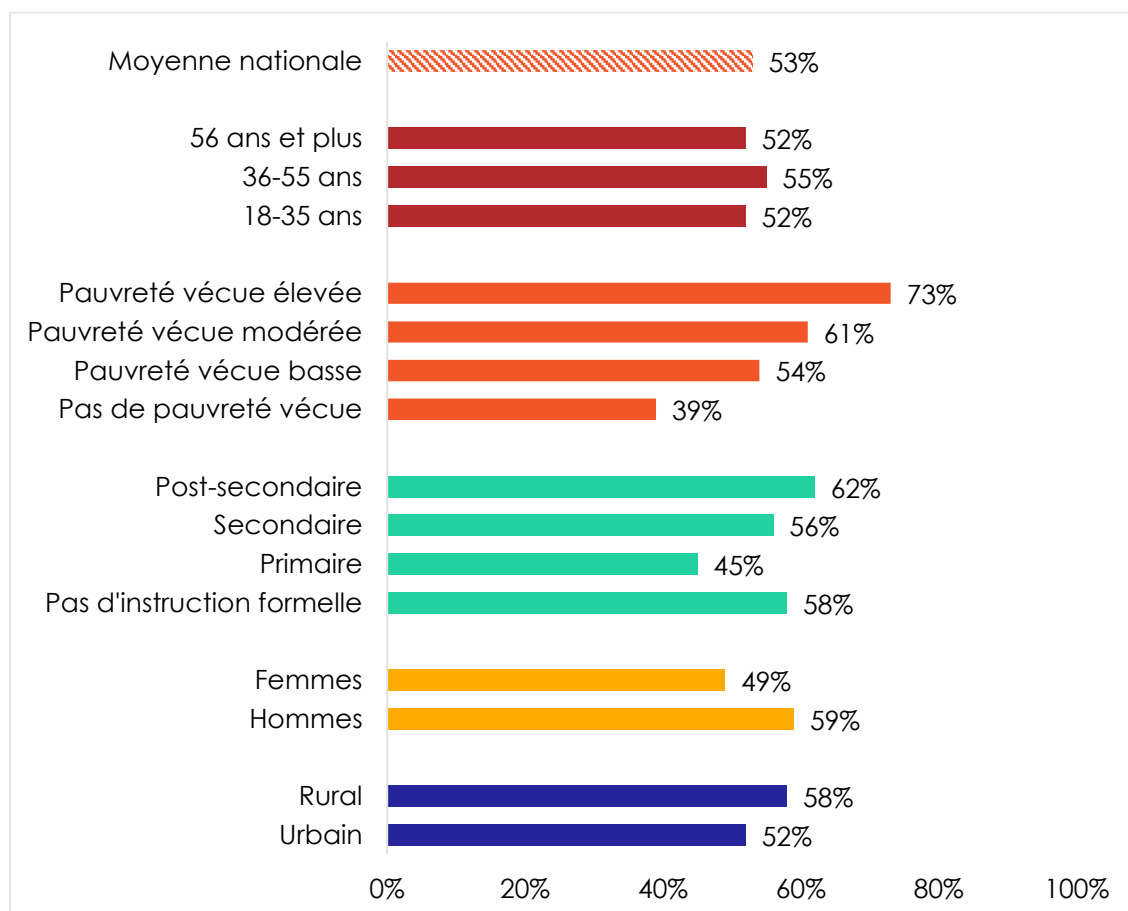


Question posée aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, combien de fois le cas échéant est-ce que vous ou un membre de votre famille avez-dû faire face aux situations suivantes: Manque d'eau potable pour les besoins domestiques? Manque de médicaments ou de soins médicaux? (% qui répondent « juste une ou deux fois, » « quelques fois, » « plusieurs fois, » ou « toujours »)

En raison peut-être du piteux état des institutions sanitaires et de l'insuffisance des agents de santé, plus de la moitié (53%) des Tunisiens qui ont eu à faire aux institutions sanitaires du service public au cours des 12 derniers mois affirment qu'il leur avait été « difficile » ou « très difficile » d'obtenir les soins dont ils avaient besoin (Figure 4). Les citoyens les plus pauvres (ceux qui affichent un niveau élevé de pauvreté vécue) sont presque deux fois plus susceptibles que les citoyens nantis (affichant un niveau zéro de pauvreté vécue) d'avoir des difficultés à obtenir des soins médicaux (73% contre 39%). Les hommes (59%) et les résidents ruraux (58%) sont également plus susceptibles que les femmes (49%) et les citadins (52%) d'éprouver de telles difficultés.

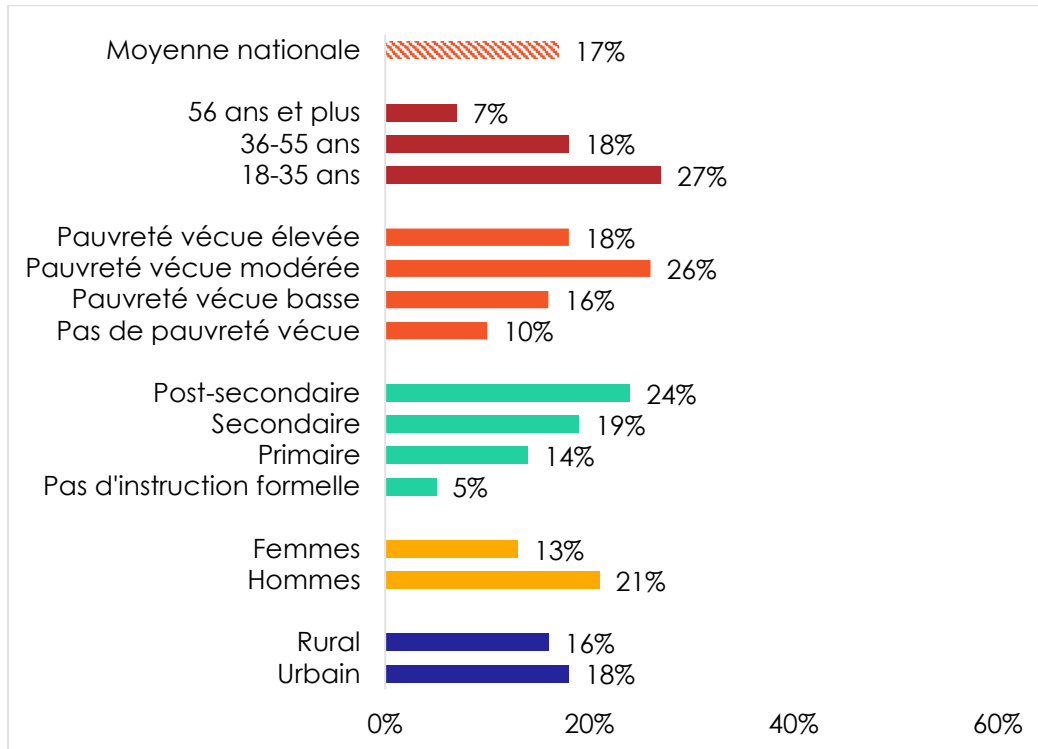
Un citoyen sur six (17%) qui avaient eu à faire à des institutions sanitaires du service public affirment avoir dû verser des pots-de-vin pour obtenir des soins (Figure 5). Les jeunes adultes et les personnes plus instruites sont les plus susceptibles d'affirmer avoir dû verser des pots-de-vin pour obtenir des services de santé. Le versement de pots-de-vin contre des soins médicaux est quatre fois plus fréquent chez les répondants de 18 à 35 ans (27%) que chez ceux de 56 ans et plus (7%), et cinq fois plus fréquent chez les citoyens qui ont fait des études post-secondaires (24%) que chez les non-instruits (5%). Les hommes (21%) sont également plus susceptibles que les femmes (13%) d'affirmer avoir dû verser des pots-de-vin.

Figure 4: Difficulté à recevoir des soins médicaux | par groupe socio-démographique | Tunisie | 2020



Question posée aux répondants qui avaient affirmé avoir eu à faire à une structure de santé publique au cours des 12 derniers mois: A quel point était-ce facile ou difficile d'obtenir les soins médicaux dont vous aviez besoin? (% qui répondent « difficile » ou « très difficile ») (Note: La figure exclut ceux qui n'ont pas eu de contact avec une structure de santé publique.)

Figure 5: Paiement de pots-de-vin afin d'obtenir des soins médicaux | par groupe socio-démographique | Tunisie | 2020



Question posée aux répondants qui avaient affirmé avoir eu à faire à une structure de santé publique au cours des 12 derniers mois: *Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de santé, ou un employé de la clinique ou de l'hôpital afin d'obtenir les soins médicaux dont vous aviez besoin? (% qui répondent « juste une ou deux fois », « quelques fois », « plusieurs fois », ou « toujours »)* (Note: La figure exclut ceux qui n'ont pas eu de contact avec une structure de santé publique.)

Inégalité sociale

La perception de l'injustice et de l'inégalité sociales – énumérées parmi les principales causes de la révolution tunisienne en 2011 – demeure au nombre des défis majeurs du pays, neuf ans après la révolte. Quatre Tunisiens sur 10 (39%) affirment être « toujours » ou

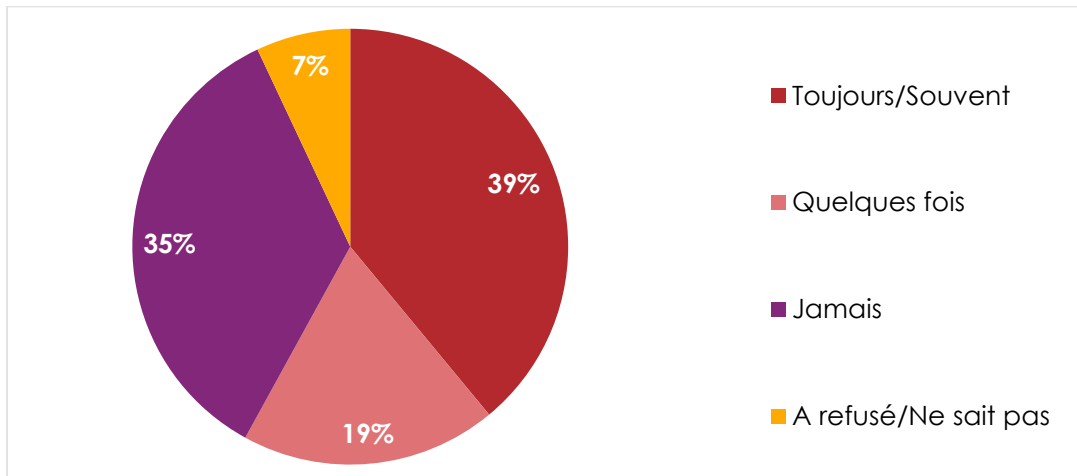
« souvent » injustement traités par le gouvernement sur la base de leur situation économique (Figure 6). Deux sur 10 (19%) affirment vivre « parfois » cet état de choses.

Faites vos propres analyses des données d'Afrobarometer – quels que soient la question, le pays et le round d'enquêtes qui vous intéressent. C'est facile et gratuit à l'adresse www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Comme l'on pourrait s'y attendre, cette expérience s'accroît avec le niveau de pauvreté (63% souvent/toujours chez les personnes affichant une grande pauvreté vécue contre 24% chez les personnes affichant un niveau zéro de pauvreté

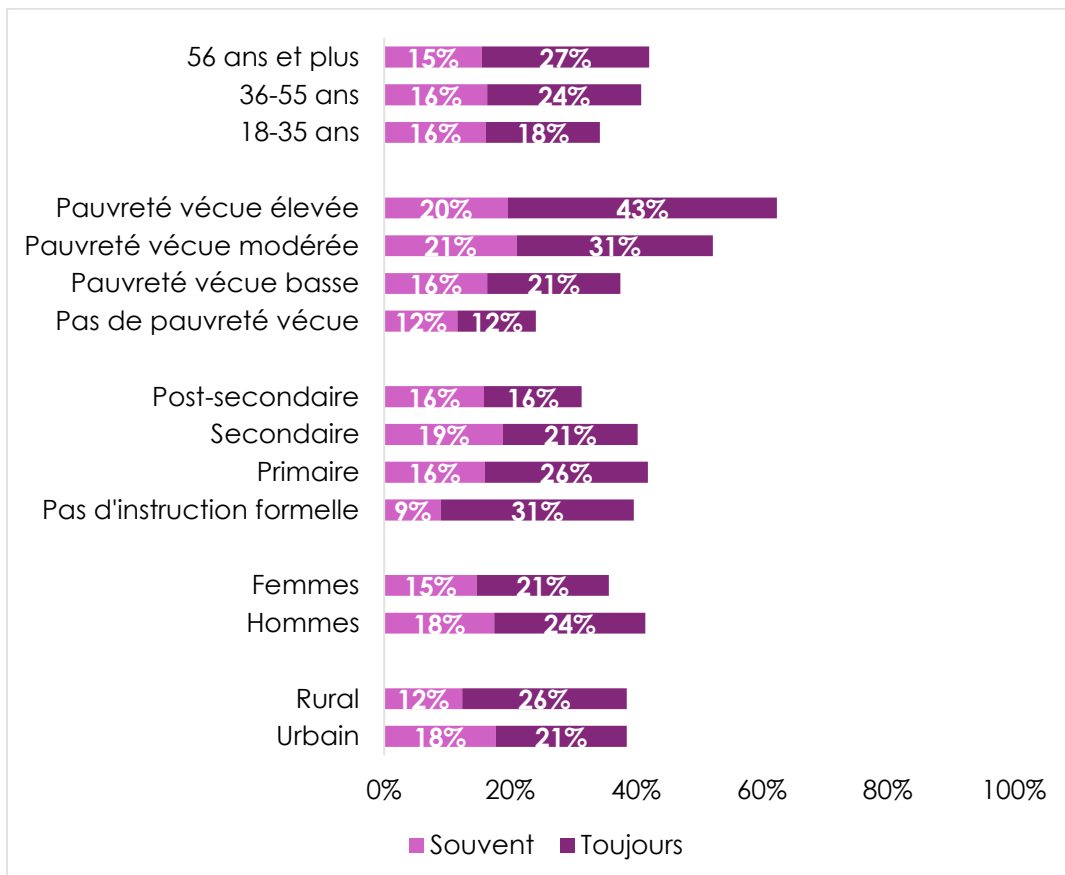
vécue), et les citoyens très instruits sont les moins susceptibles de se plaindre d'un tel traitement injuste (Figure 7). Les hommes (42%) sont quelque peu plus susceptibles que les femmes (36%) d'affirmer être injustement traités sur la base de leur richesse ou de leur pauvreté.

Figure 6: Traitement injuste sur la base du statut économique | Tunisie | 2020



Question posée aux répondants: A quelle fréquence, le cas échéant, les personnes comme vous sont-elles injustement traitées par le gouvernement sur la base de leur statut économique, c'est-à-dire, sur la base de leur richesse ou de leur pauvreté?

Figure 7: Traitement injuste sur la base du statut économique | par groupe socio-démographique | Tunisie | 2020

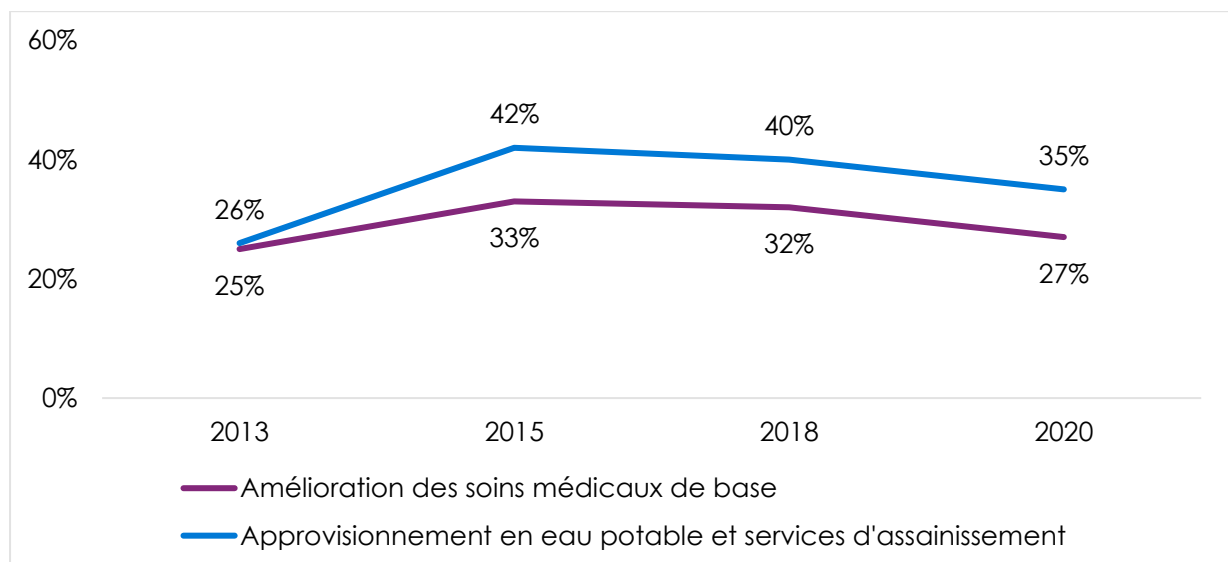


Question posée aux répondants: A quelle fréquence, le cas échéant, les personnes comme vous sont-elles injustement traitées par le gouvernement sur la base de leur statut économique, c'est-à-dire, sur la base de leur richesse ou de leur pauvreté?

Appréciations des performances gouvernementales quant à l’approvisionnement en soins médicaux et en eau

La cote d'approbation des citoyens concernant les performances gouvernementales quant à l'amélioration des services médicaux de base et à l'approvisionnement en eau est généralement faible et suit une tendance baissière. Seul un tiers environ (35%) des Tunisiens affirment que le gouvernement répond « plutôt bien » ou « très bien » aux préoccupations relatives à la fourniture de services d'eau et d'assainissement, soit une baisse de 7 points de pourcentage après une hausse à 42% en 2015 (Figure 8). Encore moins de citoyens (27%) affirment que le gouvernement affiche une bonne performance en ce qui concerne l'amélioration des services médicaux de base, soit une baisse de 6 points de pourcentage par rapport à 2015.

Figure 8: Performance gouvernementale par rapport à l'amélioration des soins médicaux de base et à l'approvisionnement en eau potable | Tunisie | 2013-2020



Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? (% qui répondent « plutôt bien » ou « très bien »)

Conclusion

Les résultats de l'enquête la plus récente d'Afrobarometer, réalisée avant la pandémie de la COVID-19, révèlent que de nombreux Tunisiens n'ont pas un accès adéquat aux soins médicaux et à l'eau, et que la plupart affirment que le gouvernement affiche une piètre performance quant à la fourniture de ces services. Les citoyens pauvres et ruraux sont particulièrement susceptibles d'avoir des difficultés à obtenir des services médicaux. Ces résultats mettent en évidence deux domaines prioritaires pour l'action gouvernementale, compte tenu surtout des nécessités de la pandémie de la COVID-19 en matière d'hygiène et de soins médicaux.

Références

- Diwan, I. (2019). Tunisia's upcoming challenge: Fixing the economy before it's too late. Arab Reform Initiative. 23 septembre.
- National. (2016). Tunisia water shortages spark warnings of 'thirst uprising.' 19 septembre.
- News24. (2017). Tunisian public health sector struggles to heal itself. 29 mai.

Aida Béji est analyste de données à One to One for Research and Polling en Tunisie. Email: aydaa.bj@gmail.com.

Imen Mezlini est coordinatrice des recherches à One to One for Research and Polling en Tunisie. Email: imen.mezlini@121polling.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, dirige un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, de Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, et de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 393 d'Afrobarometer | 22 septembre 2020